



Sochaux, le 30 avril 2013

CE du 30 avril 2013

Point 1 : avis motif économique

La CGT ne partage pas les motivations économiques, prétextées par la direction pour justifier le plan de restructuration.

- En préambule, nous devons rappeler une fois de plus que les documents que la CGT a dévoilé en juin 2011 ont apporté la preuve que la décision de restructuration du groupe et de fermeture de l'usine d'Aulnay a été prise en 2010, année record pour PSA. Pendant plus d'un an après ces révélations, la direction PSA a menti aux salariés, aux représentants du personnel, au nom du deal politique passé avec l'ancien président de la république de ne rien dévoiler avant les élections présidentielles. Une année de mensonge où la direction a baladé les organisations syndicales de réunion en réunion du comité paritaire stratégique avec comme seul but de gagner du temps et d'enfumer les représentants du personnel.

L'étude réalisée par le cabinet SECAFI à la demande du CCE conclut que, s'il y a besoin d'une restructuration dans l'entreprise, c'est d'une restructuration financière qu'il s'agit.

En effet le rapport SECAFI comme le rapport de M. Sartorius avant lui pointe du doigt la gestion financière de l'entreprise avec notamment :

- La politique de distribution de dividendes et la politique de rachat annulation action qui ont coûté au total au cours des 14 dernières années 6 milliards d'euros à l'entreprise. Cet argent aurait été mieux utilisé à développer l'entreprise, les technologies automobiles de demain, l'emploi, les qualifications et les salaires.

On ne peut être que scandalisés quand on constate, qu' au cours de la dernière assemblée générale des actionnaires du 24 avril, notre direction persiste dans cette politique à travers les résolutions 15 et 16 qui prévoient un programme de rachat et de destruction d'actions PSA pour un montant pouvant aller jusqu'à 340 millions d'euros et à travers la résolution 17 qui prévoit la distribution d'action gratuites aux dirigeants de l'entreprise pour un montant pouvant se monter à 30 millions d'euros. Bien qu'alerté par nos soins sur le caractère indécent de telles résolutions, M. Varin persiste au mépris du ressenti de l'immense majorité des salariés du groupe.

- M. Varin a par ailleurs fait le choix d'une globalisation à marche forcée avec, dans la dernière période 2 nouvelles usines en Chine, une en Russie et l'augmentation considérable des capacités de production au Brésil.

Sans revenir sur les aléas de cette stratégie, les résultats pour l'instant décevants en Russie et le ca-fouillage incroyable du redémarrage de la production brésilienne, force est de constater que M. Varin a eu les yeux plus grands que le ventre. La multiplication par deux des dépenses à l'international entre en contradiction avec le rétrécissement des marchés européens lié aux politiques d'austérité mises en œuvre, à la demande du patronat, dans tous les pays d'Europe. Du coup, l'entreprise se retrouve à lancer des emprunts obligataires qui coûtent 7,5 % d'intérêt. Dans ces conditions, le travail des salariés du groupe sert de plus en plus à alimenter les caisses du système bancaire, financier et spéculatif. Nous voilà bien loin de la publicité de la banque PSA sur l'économie réelle !

M. Varin veut faire payer la note aux salariés du groupe en sacrifiant l'emploi, le dispositif industriel et la R & D dans notre pays. Pour la CGT, cela est inacceptable.

Il n'est bien sûr, plus possible de modifier le rythme de globalisation voulu par M. Varin, les dépenses étant engagées en Chine, en Russie, au Brésil. M. Varin et les actionnaires en attendent des retours sur investissement juteux dans quelques années. C'est pourquoi, en nous inspirant des con-

clusions du rapport SECAFI, nous avons proposé un plan B et nous avons demandé une augmentation de capital de 1,5 milliard à la charge des sociétés financières de la famille Peugeot à savoir les sociétés Peugeot Frères et FFP. Ces sociétés financières, dans les périodes fastes ont touché des milliards d'euros de dividendes PSA, qu'elles ont placés dans les sociétés d'autoroutes SANEF, de nettoyage ONET, des chaînes de maisons de retraite ORPEA, des châteaux de bordeaux et d'autres sociétés boursières. Aujourd'hui, cet argent doit revenir. Nous considérons que les actionnaires doivent mettre la main à la poche pour financer la politique qu'ils ont décidé en garantissant l'augmentation de capital nécessaire.

- Au lieu de cela, le plan de restructuration que la direction veut mettre en œuvre a des conséquences graves, non seulement sur les salariés et leurs familles (nous allons y venir) mais aussi sur les perspectives de développement de l'entreprise et de la filière automobile dans nos régions.

11200 suppressions d'emplois : passer de 67100 à peine 55900. C'est une saignée. Et une saignée n'a jamais guérit personne. Au contraire.

Notons tout d'abord que ce plan n'apporte aucune solution au ce qui serait, d'après la direction, le problème à savoir un problème de cash dans l'attente des bénéfices espérés à l'international. Or l'étude de Secafi a mis en lumière que le plan de restructuration aggrave ce problème pour plusieurs années. Dès 2012, l'entreprise a dû provisionner 545 millions € et, si nous en croyons la commission économique qui s'est tenu le 24 avril, nous ne sommes pas au bout. C'est donc le coût des suppressions d'emplois qui justifient les suppressions d'emplois !

Ce plan prévoit un affaiblissement considérable de nos moyens de recherche et développement, et amène à renoncer à des technologies d'avenir comme l'hybride de 2^{ème} génération. C'est donc l'avenir même de notre entreprise que ce plan de restructuration compromet.

Le plan prévoit aussi une réduction drastique des capacités de production, au détriment de la capacité à répondre à la demande et aux besoins. Chacun aura bien noté que la fermeture d'Aulnay se paiera par ricochet avec la sursaturation d'autres sites comme Trnava ou Vigo et l'incapacité de réaliser certaines silhouettes comme la 308 CC, le site de Sochaux devant produire seul toutes les 308 au lieu de partager la fabrication avec Mulhouse, comme cela a été le cas pour la 308 actuelle.

Certains salariés sont privés d'emplois à Aulnay et Rennes tandis que d'autres devraient encaisser la surcharge de travail.

C'est pourquoi, dans son plan B, la CGT a proposé un scénario 10, étudié et validé par SECAFI, qui permettrait la répartition des productions entre les différents sites, y compris Aulnay.

- Dans sa présentation du plan de restructuration la direction a fait preuve de la plus grande opacité. Pour obtenir l'effectif-cible, c'est-à-dire le nombre de salariés qui resteront dans l'entreprise à l'issue du plan, il a fallu lui tirer les vers du nez. Rien dans les documents officiels. Il a fallu l'intervention et les interrogations de SECAFI, et lors de notre CCE de décembre 2012, une interpellation d'élus de plusieurs organisations syndicales pour que la direction finisse par lâcher le chiffre de 55900, révélant ainsi que l'enjeu en terme de suppressions d'emplois n'est pas de 8000 mais de 11200.

Sans revenir sur notre désaccord sur le rajout de ce que la direction appelle le reliquat GPEC 2012 et de ce qu'elle appelle attrition naturelle, nous avons mis en évidence la contradiction de cet effectif cible et la volonté affichée de procéder à des reclassements interne. Puisque par définition, le salarié reclassé en interne ne quitte pas l'entreprise et ne doit donc pas être déduit de l'effectif cible. Or, pour calculer l'effectif cible la direction déduit la totalité des 7979 emplois dit « à redéployer », alors que si l'on en croit son affichage 1900 devraient être reclassés et le nombre de suppressions d'emplois au titre de la GPEC et du PSE devraient être « seulement » (entre guillemet) de 6000.

- ✓ Soit le chiffre de 55900 est faux et cela signifie que la direction PSA, d'une part a menti une fois de plus au CCE et d'autre part n'a en réalité aucune idée sérieuse de la façon dont nous allons travailler après le plan de restructuration.

- ✓ Soit le chiffre de 55900 est vrai et cela signifie que nous avons beaucoup de soucis à nous faire sur les réelles intentions de la direction car elle ne nous dit pas comment elle va l'atteindre.

De même, concernant le site de Rennes, SECAFI a indiqué la nécessité de réduire le nombre de suppressions d'emplois pour 2 raisons :

D'une part pour tenir compte de la possibilité de développer emplois dans un pôle d'excellence d'outillage emboutissage, ferrage, montage avec, à la clé, 200 emplois. La direction reconnaît partiellement la validité de cet argument et a indiqué une perspective de 185 emplois lors de la commission économique du 1^{er} février. Mais, pour autant, elle ne révisé pas à la baisse le nombre d'emplois qu'elle veut supprimer sur ce site.

D'autre part pour assurer la production X8 à l'horizon 2017. SECAFI a estimé la production 508/X8 à 180 000 à cet horizon et l'effectif supplémentaire nécessaire à 360. La direction se met dans la fourchette basse avec 170 000, ce qui lui permet de minorer l'effectif nécessaire de 100. Mais elle va plus loin, dans la commission économique du 1^{er} février puisque ces calculs se basent sur un temps de travail individuel allongé, qui lui permet d'annoncer 1885 emplois direct nécessaire au lieu de 1980. En filigrane de ce calcul y-a-t-il déjà l'allongement du temps de travail que la direction voudrait nous imposer dans un accord dit de « compétitivité » ? Licenciement pour les uns et allongement du temps de travail pour ceux qui restent, la direction s'attaque à tous les salariés.

Pour l'ensemble de ces raisons, la CGT donne un avis défavorable au volet économique du plan de restructuration.